

SAINT-LOUIS

L'école talmudique menacée de fermeture

L'école Ner Lemosche de Saint-Louis, qui accueille une cinquantaine d'élèves, pourrait fermer ses portes lundi prochain pour « des petites non-conformités », selon le directeur de l'établissement scolaire Jacob Meyer.

Nolwen Allain et Detlev Juppé

« C'est trop brusque et incompréhensible ! » Jacob Meyer, directeur de l'école talmudique de Saint-Louis, est consterné. Rencontré hier après-midi dans l'enceinte de son établissement, il parle même de « brutalité ». Le 27 octobre dernier, l'association Yeschivath Or Hatalmoud, gestionnaire de l'école Ner Lemosche, a reçu une sommation (une mise en demeure) datée de la veille de la part du maire de Saint-Louis, Jean-Marie Zoellé, resté injoignable. Selon l'avocat de l'association, M^e Marc Muller, « l'école a reçu une sommation l'enjoignant de fermer ses portes dans un délai de cinq jours, faute de quoi elle le serait par arrêté municipal ». Une fermeture qui, selon Jacob Meyer, « pourrait intervenir dès lundi prochain ».



Le directeur de l'école Ner Lemosche, Jacob Meyer (à gauche), en compagnie d'un des enseignants, Ephraïm Kauffmann. Photo DNA/Nolwen Allain

tains manquements dans l'électricité et la nécessité d'effectuer des mises aux normes. Mais cela ne concerne que de petits travaux. »

Or cette école existe à Saint-Louis depuis plus de 25 ans. Auparavant, elle était installée à Hégenheim pendant une quinzaine d'années. « Cela fait 40 ans que nous sommes dans le secteur des Trois Frontières, explique Jacob Meyer. L'école actuelle est une ancienne usine qui a été transformée en bâtiment recevant du public à la fin des années 1980 et début 1990. Nous avons fait des travaux mais il est vrai que nous n'avons jamais fait

de déclaration de fin de chantier, puisque ces derniers continuent inlassablement... » Toujours selon le directeur, « tout le monde était au courant que cette école existait puisque nous avons même reçu des subventions du conseil général et de l'État pour les travaux de sécurité. D'où mon étonnement devant cette menace de fermeture. »

Quelles conséquences ?

Selon M^e Muller, « cette décision touche environ 15 familles juives installées à Saint-Louis, mais cette école unique en Alsace accueille aussi des élèves de toute la région et des pays voisins. La qualité de l'enseignement est reconnue dans le monde entier, les élèves ayant une réussite de 100 %

au brevet des collèges et au bac. » Selon l'avocat, « cette fermeture entraînerait la mise au chômage de près de vingt salariés. L'association a tout mis en œuvre pour régulariser ce dossier qui devait être suivi par son architecte. » Les vraies raisons de cette fermeture sont ailleurs, selon les enseignants, dont l'avocat relaie les convictions : « Ils pensent que cette décision est liée à l'arrestation d'un jeune ressortissant israélien scolarisé dans l'établissement. Sous le coup d'un mandat d'arrêt international émis par la justice israélienne, il a été arrêté il y a quelques jours à Saint-Louis. » Présenté au procureur général de la cour d'appel de Colmar, « il a été écroué en attendant une éventuelle expulsion vers Israël », a indiqué M^e Muller, également avocat du prévenu.

Ce jeune homme, un Israélien de 24 ans, a été condamné par le tribunal de Tel-Aviv pour viol et attentats à la pudeur sur mineur en 2005. Il était recherché par Interpol, qui avait saisi la police aux frontières après son évasion d'un centre de rétention, et a donc été arrêté vendredi dernier. On ne sait pas encore dans quelles circonstances il est arrivé en Alsace.

Du côté de la sous-préfecture de Mulhouse, on indiquait hier soir que « l'éventuelle fermeture est bien liée à la non-conformité aux normes accueillant du public, et non à autre chose ».

COLMAR

Un braquage et une tentative

Une boulangerie a été « braquée » tandis qu'une tentative a échoué dans un fast-food, ces derniers jours à Colmar. Il était 20 h 12, mardi soir au McDonald's de l'avenue d'Alsace près de l'hôtel du Département, lorsque deux individus cagoulés et gantés se sont présentés au « drive », alors que quelques automobilistes patientaient. Muni d'un couteau doté d'une lame d'environ 10 cm, l'un d'eux a exigé la recette en menaçant la caissière, tandis que l'autre se trouvait juste derrière lui avec un pistolet en main. Une autre employée se trouvait à proximité, ainsi qu'une troisième qui a subitement fermé la vitre. Les deux hommes n'ont pas demandé leur reste et sont partis en courant en direction du quartier pavillonnaire, sans rien emporter.

Le lendemain vers 8 h 20 du matin, c'est à la boulangerie Bechler de la rue Charles-Marie Widor, dans le quartier Saint-Léon, que deux braqueurs ont fait irruption. L'un brandissant un pistolet, si bien la responsable du magasin a hurlé d'effroi. Quelques instants plus tard, avant que le boulanger Jean-Pierre Bechler remonte du sous-sol, les deux comparses repartaient en courant avec quelques billets volés dans la caisse, pour un total ne dépassant pas une soixantaine d'euros. Deux apprentis, qui ont également aperçu les fuyards au visage masqué, ont été fortement choqués. À l'instar des trois employées du fast-food, elles sont en arrêt de travail. Pour chacune des deux affaires, la police colmarienne lance un appel à témoins : toute personne (et en particulier les automobilistes qui attendaient au « drive ») ayant aperçu deux hommes vêtus de sombre près du McDonald's, ou le lendemain matin lors de la fuite de la boulangerie, est priée de contacter la brigade de sûreté urbaine au 03.89.29.47.00. Rien ne permet, à ce stade de l'enquête, d'affirmer qu'il s'agit des mêmes auteurs.

BRIGADE VERTE

Visite de campagne

Élise Guilloteau

Des incertitudes financières et juridiques pèsent sur l'avenir de la Brigade verte. C'est ce qu'Henri Masson, son président, a rappelé hier matin à Philippe Richert, candidat à la tête de la présidence de la future grande région. Ce dernier a été accueilli par des gardes champêtres en uniforme, placés comme pour la revue des troupes. Professionnels et élus lui ont présenté toutes les missions dévolues à cette structure unique en France.

Le candidat Philippe Richert a rappelé que, président de la Région Alsace, il a toujours soutenu la Brigade verte (dans la limite de 45 000 € pour les investissements), dont il a suivi la création en son temps. « C'est un beau modèle, mon souhait est de voir cette expérience se continuer », a-t-il déclaré aux élus et aux agents. Seulement, tout cela sera conditionné à la redéfinition des politiques régionales à l'échelle de la grande région, a-t-il dit. Pour lui, les parcs et réserves natu-

rels constituent une piste pour « exporter le modèle » : « des partenariats sont à inventer. »

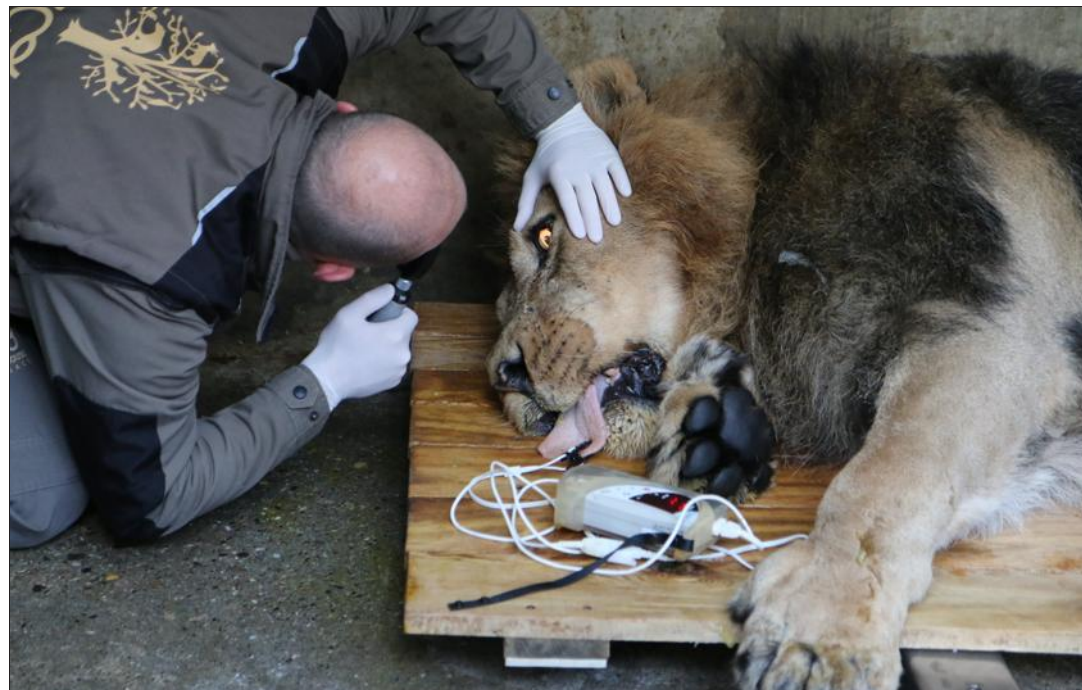
Cette visite de campagne, bien qu'inscriptive, ne règle rien sur le fond. En effet, au-delà de l'incertitude juridique – si la loi passe, elle obligerait à démanteler la Brigade verte pour rattachier les gardes champêtres à EPCI à fiscalité propre – l'avenir de la structure passe par le maintien total ou partiel de la subvention du Département du Haut-Rhin (1,4 million d'euros sur un budget de près de 4 millions). Si cette subvention baisse, la seule option qui restera consistera à augmenter la part des communes. « Pour nous qui sommes du Bas-Rhin, et qui payons plein pot, c'est très supportable au regard des services rendus », assurent les maires de Muttersholtz et de Kintzheim. Reste à savoir si les 323 adhérents haut-rhinois seront du même avis... « Quoi qu'il arrive, la Région ne pourra pas compenser le retrait des conseils départementaux », a glissé Philippe Richert.

L'image

Départ de Jetpur, le lion de Mulhouse

On n'entendra plus ses rugissements résonner au parc zoologique et botanique de Mulhouse : après dix années en Alsace, le lion d'Asie Jetpur est reparti hier pour Dudley, en Angleterre, où il avait vu le jour. La lignée de la lionne mulhousienne, Sita, étant déjà bien assurée, il aura pour mission de propager son propre patrimoine génétique avec une autre femelle outre-Manche, contribuant ainsi à perpétuer l'espèce, dont il subsiste à peine 600 individus en liberté. Avant son départ, l'équipe a procédé à une dernière visite médicale. Verdict : un bon 220 kg sur la balance et une santé de fer. Lorsque Sita et ses quatre derniers jeunes, aujourd'hui âgés d'un peu plus d'un an, seront à leur tour partis vers de nouveaux horizons, le zoo pourra recevoir un nouveau couple reproducteur.

SURFER Retrouvez le départ de Jetpur en images sur notre site internet, www.lalsace.fr, rubrique vidéos.



Avant son départ outre-Manche, Jetpur a eu droit à un petit bilan de santé.

Photo L'Alsace/François Torelli

LA TRIBUNE DU CONSOMMATEUR

Viandes rouges, charcuteries : la raison doit l'emporter



Point trop n'en faut...

DR

Par Richard Nicolini, rédacteur en chef du « Consommateur d'Alsace »

C'est l'info de la semaine qui sème le trouble chez bon nombre de consommateurs. Selon le Centre international de recherche sur le cancer (Circ), agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la viande rouge serait cancérigène tandis que les viandes transformées augmentent, elles, de façon formelle, le risque de cancer. Dans cette catégorie, sont concernés le jambon, les saucisses, la charcuterie en général et les viandes en conserve. Cette conclusion est le fruit d'un travail dans lequel quelque 800 publications mondiales sur ce sujet ont été passées en revue.

La viande, l'arbre qui cache la forêt

Alors bien sûr, derrière l'émotion que suscite cette nouvelle dans un pays à forte identité culinaire, il faut s'arrêter sur cette information et y mettre un peu de raison. Oui, comme tout ce qui se mange, il faut consommer la viande rouge et la charcuterie de façon raisonnable. C'est la même chose avec les produits sucrés, salés, gras... et alcoolisés ! D'ailleurs, depuis de nombreuses années, des campagnes de prévention concernant l'abus d'alcool n'étonnent plus personne. Il va falloir, peut-être, s'habituer à entendre les mêmes messages de prévention concernant l'alimentation. Par exemple, avec les produits industriels « low cost », trop gras et/ou trop sucrés, qui sont, eux aussi, nuisibles à la

santé. Les additifs et conservateurs utilisés dans l'agro-industrie ou les pesticides pulvérisés dans les maraîchages à grande échelle ne sont pas meilleurs. On pourrait également évoquer les cultures OGM, très majoritairement issues d'Amérique du Nord et du Sud, destinées à la nourriture de nos animaux, dont certains se retrouvent dans nos assiettes.

On le voit, nous sommes dans un système qui est loin d'être raisonnable. Pour prospérer, les entreprises doivent toujours vendre plus, le moins cher possible. Et parfois, à n'importe quel prix. Finalement, l'étude rendue publique en début de semaine est très anecdotique. Elle nous rappelle toutefois que la surconsommation d'un produit est néfaste pour la santé et ce, même si la filière bovine a très vite réagi en rappelant que les normes européennes et françaises, en particulier sur l'environnement et la traçabilité, sont parmi les plus strictes... Personne ne dit d'ailleurs le contraire. Mais elle nous dit également qu'il reste maintenant à trouver un nouveau modèle, conjuguant santé publique et santé économique. Sans cela, d'autres études, comme celle concernant la viande rouge et les salaisons, viendront s'ajouter pour nous le rappeler...

SOURCE Chambre de consommation d'Alsace, tél. 03.89.33.39.79 (Haut-Rhin) et 03.88.15.42.42 (Bas-Rhin) ; courriel : service.juridique@cca.asso.fr ; site : www.cca.asso.fr.

KIRCHBERG

Découverte macabre

Le corps d'un septuagénaire a été découvert par des promeneurs hier en milieu d'après-midi au lieu-dit Alter Haegstein, à Kirchberg, au bord d'un chemin forestier. Les pompiers de Masevaux et de Kirchberg ainsi que l'hélicoptère du Samu sont intervenus, mais le corps était déjà en état de raideur cadavérique. La mort pourrait être consécutive à un arrêt cardiaque. L'enquête a été confiée aux gendarmes de la communauté de brigades de Masevaux-Burnhaupt. La maire de la commune, Fabienne Orlandi, s'est rendue également sur place.